

Postface

De l'historicité et de la validité du concept de "développement durable"

Charles BECKER

Les contributions et le titre de cet ouvrage font référence au concept de "développement durable", qui est composé d'un terme plus anciennement connu — le "développement" — et d'un autre, "durable", d'usage récent. Les auteurs comme les éditeurs n'ignorent pas les nombreux débats autour de ce concept double, qui n'a pas forcément le même sens selon les utilisateurs, selon qu'ils se réfèrent à des courants de pensée et à des disciplines scientifiques diverses allant de l'agronomie à la géographie, de l'économie à la sociologie, de la science politique à la démographie, des sciences naturelles à l'histoire, sans oublier les "décideurs" des organismes internationaux et les acteurs locaux. Les économistes surtout ont dominé et orienté les débats autour du terme de développement, privilégié dès avant, et surtout après les accessions de nombreux pays du Sud aux Indépendances (Coquery *et al* 1988 ; Latouche 1988 ; Rist 1996). Aujourd'hui, ce sont également les politologues et les démographes qui interviennent très fortement dans les discussions sur la "durabilité" du développement, au sein desquelles les économistes et les agronomes conservent leur voix et leurs approches.

Ronald Jaubert et Philippe Tersiguel, surtout, mais aussi d'autres contributeurs du présent recueil ont évoqué l'émergence du concept de "développement durable", qui a été liée à une réflexion et à un emploi généralisé des notions d'"environnement" et de "croissance démographique" rapide. Ces concepts sont apparus à un moment de l'histoire des pays du Sud, où, face à de graves difficultés économiques, on s'interroge sur la disponibilité des ressources et leur gestion. Pourquoi cette émergence est-elle si récente, pourquoi a-t-on promu et privilégié ce(s) concept(s) comme outils d'analyse et d'action, et pourquoi ne les a-t-on pas utilisés plus tôt ? Une interrogation historique est ici nécessaire pour situer les conditions dans lesquelles ils sont apparus, pour évaluer la pertinence de leur usage et aussi pour juger de leur véritable nouveauté. Un usage immodéré et un recours trop généralisé à un tel concept ne présenteraient-ils pas des ambiguïtés, et ne

traduiraient-ils pas une volonté somme toute un peu facile de désigner par des noms nouveaux des réalités qu'on connaissait déjà ?

La nouveauté du terme est réelle, mais occulte dans une large mesure des réalités historiques fondamentales dont il importe de tenir compte. Malgré les facteurs nouveaux, surtout démographiques et sanitaires, qui ont caractérisé le XX^e siècle, les sociétés sahéniennes ont depuis très longtemps modelé, utilisé, géré un environnement caractérisé par des contraintes extérieures fortes, qu'elles soient climatiques, économiques ou politiques. Avec, dès le XV^e siècle, le développement de la traite des esclaves qui a caractérisé durant plusieurs siècles les rapports du Nord et du Sud, ensuite avec l'épisode d'une domination extérieure où les sociétés du Sahel comme d'autres ont été confrontées à l'ordre colonial, et enfin avec les décennies post-Indépendances avec les crises nombreuses et multiformes qui ont affecté les sociétés et les pays sahéniens.

Développement, environnement et développement durable : l'évolution des discours des sciences sociales

D'origine anglo-saxonne, le concept de développement durable a émergé des débats internes aux institutions internationales, autour du développement économique et de la croissance démographique, ainsi que des discussions suscitées par les initiatives de ces organismes pour orienter les politiques économiques, agricoles, démographiques dans les pays du Sud, mais par delà ces enjeux spécifiques, il a été fondamentalement et immédiatement lié à celui plus général d'environnement, dont l'usage s'est généralisé assez récemment, mais dont le contenu est évoqué depuis longtemps sous des formes diverses par les auteurs relevant de plusieurs disciplines scientifiques (Becker 1993). Une analyse de la littérature permet de montrer comment ces concepts ont été introduits et utilisés, comment ils se sont diffusés vers les autres disciplines et comment leur signification a été infléchie dans des sens particuliers. Celui de développement durable est neuf, et renvoie à des questions nouvelles, dont l'analyse et la solution exigent cependant un recours à l'histoire, comme le souligne avec force la préface de Jean-Pierre Deléage.

C'est plus particulièrement dans l'étude des sociétés non occidentales, qualifiées longtemps de "primitives" par les ethnologues et même par les sociologues, que le lien des sociétés avec la nature a été décrit et conçu comme déterminant dans l'élaboration des structures sociales, symboliques, religieuses, avec parfois une idéalisation de ces sociétés. Par la suite, avec les travaux de Georges Balandier et Paul Mercier, l'attention des sociologues s'est portée sur les évolutions et on a distingué ainsi des modes de vie, de production, des types

d'organisation sociale qui sont mis en relation avec la diversité des milieux. Cependant le concept d'environnement a été peu utilisé par les sociologues ; il apparaît en liaison avec celui de développement durable, comme un thème sociologique qui concerne non seulement les sociétés industrielles, mais aussi les sociétés du Sud (Pontié & Gaud 1992). Ce serait un outil de travail qui permet de mieux situer les sociétés du Nord et du Sud par rapport à des enjeux et à un destin communs : l'avenir de la biosphère. Les travaux les plus récents en anthropologie du développement ont ajouté une insistance sur les associations paysannes, les formes de pouvoir, les savoirs locaux et la participation des acteurs, sans toujours se référer explicitement à la notion de développement durable (Jacob & Lavigne Delville 1994 ; Dupré 1991 ; Blundo *supra*).

Le concept d'environnement a été peu utilisé par les démographes, jusqu'à une date récente. Cependant la discipline étudie le nombre et la répartition des hommes dans l'espace. Cette étude des populations humaines s'effectue en rapport avec leur renouvellement par le jeu des naissances, des décès et des mouvements migratoires. De par son histoire, cette discipline a été liée à la constitution de l'épidémiologie, qui met en lumière les déterminants de la santé, en particulier certains facteurs environnementaux.

Avec des méthodes surtout quantitatives, ses thèmes de réflexion ont porté sur les densités, les caractéristiques des populations et les équilibres démographiques (surpopulation ou sous-population ou sous-peuplement), en prenant en compte la question des ressources disponibles. C'est là où la discipline a exprimé surtout ses préoccupations environnementales.

Comme le souligne Ronald Jaubert, les démographes ont été sollicités fortement dans les débats sur le développement durable, et ont été invités à se prononcer sur les relations entre population-ressources-production, dans le contexte de croissance démographique rapide dans les pays du Sud où les crises de production sont fréquentes (Gendreau *et al.* 1996).

En économie, et surtout pour l'économie du développement, la question des ressources naturelles, de leur gestion, des productions et des crises de production (agricole) reste très actuelle. Elle a suscité des débats nombreux après les indépendances, dans le contexte de la transition démographique et des déséquilibres entre la production industrielle et la production agricole. Ce sont surtout les épisodes de crise de production, avec les "sécheresses" et les "famines", qui ont provoqué des réflexions et des débats, en particulier au début des années 70 pour le Sahel (Collectif 1976 et 1980 ; Copans 1973 ; Timberlake 1985).

On peut citer en particulier les discussions autour de la "révolution verte", des coûts du développement industriel et des obs-

tacles au développement agricole, ainsi que de la définition des objectifs économiques du Tiers-Monde. Mais, comme le montrent les études réunies par René Gendarme et Jean Brot (1996) et aussi de nombreux autres travaux, l'économie du développement renvoie aux acteurs du "développement". Une telle insistance était déjà très présente dans l'approche de François Perroux, de Mamadou Dia (1957) et dans les projets conçus autour du R.P. Joseph Leuret et du groupe "Économie et Humanisme".

Les géographes ont été promoteurs du concept d'environnement et d'écologie. Ils en font une utilisation abondante, depuis les fondateurs de la géographie humaine qui ont souligné l'équivalence entre les notions de milieu et d'environnement. Dans un ouvrage posthume, Vidal de la Blache fait de la géographie la science des relations entre l'homme et le milieu. Il met en liaison la question de l'environnement avec celle de toutes les autres sciences humaines et même naturelles :

« À mesure que les rangs de la population humaine se sont épaissis, de nouveaux rapports ont été noués avec le sol. Des groupes en nombre croissant ont senti la nécessité de se localiser, de prendre racine dans une contrée plus ou moins déterminée. Volontaire peut-être et spontanée chez les uns, cette concentration a été pour d'autres un effet de force majeure, résultant de poussées qui les ont refoulés dans des régions moins hospitalières. Il est difficile d'admettre que ce soit en vertu d'un libre choix que des sociétés humaines aient accommodé leur existence au climat du Sahara ou à celui des régions circumpolaires, au point d'en paraître aujourd'hui inséparables. Progressivement donc et par une suite d'événements dont l'histoire ne montre que les répercussions ultimes, un tassement s'est opéré entre les milliers, puis les millions d'hommes qui avaient à s'arranger de l'espace que les eaux, les déserts glacés ou arides laissaient libre. L'occupation s'est faite plus intensive. Les habitants ont dû se mettre en complète harmonie avec l'entourage et s'imprégner du milieu.

Sous le nom de milieu, cher à l'école de Taine, sous celui d'*environnement*, d'emploi fréquent en Angleterre, ou même sous celui d'*écologie*, que Hæckel a introduit dans la langue des naturalistes, — termes qui au fond reviennent à la même idée —, c'est toujours la même préoccupation qui s'impose à l'esprit, à mesure que se découvre davantage l'intime solidarité qui unit les choses et les êtres. L'homme fait partie de cette chaîne ; et dans ses relations avec ce qui l'environne, il est à la fois actif et passif, sans qu'il soit facile à déterminer en la plupart des cas jusqu'à quel point il est soit l'un soit l'autre » (Vidal de la Blache 1922 : 103-104).

Maximilien SORRE publie en 1943 *Les fondements biologiques de la géographie humaine*, sous-titré *Essai d'une écologie de l'homme*, où s'affirme au maximum les préoccupations environnementales de l'auteur et où sont mises en relief toutes les relations de la géographie avec les sciences de la nature et de la vie. En 1957, le même auteur considère encore les convergences des préoccupations des géographes,

des historiens et des sociologues dans l'étude des milieux, en évoquant longuement le concept d'écologie qui est à la confluence de savoirs multiples — des sciences naturelles et des sciences sociales.

On a plus récemment assisté à un développement de la géographie des paysages, avec l'étude des facteurs de la conservation ou de la dégradation des paysages (Richard 1989 et 1990 ; Ndiaye 1992). Ces travaux insistent sur les modifications de l'environnement, en combinant une approche biogéographique et physique avec une attention aux facteurs humains et sociaux.

À travers la variété des discours et avec des insistances particulières, selon les moments et les acteurs sociaux, on remarque de lentes gestations qui ont permis de mieux poser la question fondamentale des relations et interactions entre l'homme, les sociétés et les milieux.

Pour une histoire de la gestion de l'environnement par les sociétés du Sahel : idéologies et pratiques sociales

On n'a pas évoqué l'histoire dans le rappel des discours disciplinaires, parce que les historiens de l'Afrique sont restés longtemps assez absents et ont peu étudié les contraintes et les réponses sociales du passé, les idéologies et les pratiques en matière de gestion de l'environnement. Les crises des années 1970 dans le Sahel ont provoqué la réflexion. Deux numéros spéciaux des *Cahiers d'Études africaines* (Collectif 1980 ; Chauveau 1986) nous paraissent significatifs à cet égard. Les études historiques s'orientent alors vers une réflexion sur des travaux de nature diverse, qui ne sont pas forcément et exclusivement historiques. Selon Jean-Pierre Chauveau, il est possible de distinguer deux tendances dans ces études plus anciennes, qui se réfèrent au vieux débat entre déterminisme géographique et déterminisme socio-culturel :

— certains auteurs considèrent que l'histoire économique et sociale précoloniale serait assez proche d'une "histoire naturelle" dominée par la spécialisation et la complémentarité de fait entre les vastes zones écologiques africaines, au détriment de la division des tâches internes à ces sociétés et aux différents types de milieux ;

— d'autres auteurs ont plutôt souligné le caractère historique de l'utilisation du milieu, sous l'effet de dispositifs étatiques, des phénomènes de marché et des relations d'échanges largement autonomes vis-à-vis du déterminisme du milieu.

Jean-Pierre Chauveau propose d'insister sur la *médiation historique* du rapport entre milieu et société qui est mise en avant par les études novatrices de ce dossier :

« Non pas seulement parce que le caractère historique est un attribut évident des sociétés et qu'il est 'naturel' de faire intervenir l'histoire à propos de la

question qui nous préoccupe : toute discussion sur les relations milieu-société porte spontanément sur un ensemble d'informations situées et datées... C'est plutôt cet aspect 'naturel' et spontané de la référence historique qu'il s'agit d'approfondir en nous plaçant délibérément *dans la durée* » (Chauveau 1986 : 7-8).

De ce fait la tâche de l'histoire serait d'observer simultanément dans la durée et dans l'espace les rapports entre *le temps des sociétés* (la succession des événements sociaux et politiques, les évolutions et les ruptures) et *le temps du milieu* (avec les fluctuations saisonnières et les changements à long terme, produit de cristallisations successives), qui représentent deux temporalités de nature différente.

Par ailleurs, dans beaucoup de disciplines autres qu'historiques, une conscience a été prise de l'importance des éclairages historiques. Selon Yves Gillon (Gillon 1992 : 30),

« la compréhension de l'impact humain sur les écosystèmes africains demande que cette intervention soit replacée dans son contexte historique, relativisée comparativement aux dynamiques éco-climatiques et modulée suivant les particularismes régionaux ».

Les historiens de l'Afrique, peu intéressés aux problèmes de l'environnement avant les années 70, ont été largement devancés par les géographes, les naturalistes, les médecins dont les réflexions sur les milieux représentent aujourd'hui des sources inestimables pour la recherche et la réflexion historique. Leurs travaux ont été en quelque sorte sollicités lors des crises, en période d'urgence et de nécessité de l'action : les sécheresses et les crises de subsistance ont été des facteurs décisifs de l'émergence de thèmes environnementaux dans l'histoire africaine (Cordell & Gregory 1987 ; Kjekhus 1977, rééd. 1996 ; Miller 1982 ; Nicholson 1971, 1976 ; Petit-Maire 1984 ; Brooks 1985, 1993 ; Webb 1995 ; Watts 1983 a et b). Dans ces études générales l'histoire du climat et de la végétation n'est pas considérée pour elle-même, mais est mise en relation avec l'histoire de sociétés soumises à des contraintes fortes et adoptant des modes variés de gestion de leurs ressources.

L'histoire du Sahel — zone aux équilibres écologiques fragiles — a été prise comme exemple privilégié (Becker 1985, 1986, 1988 ; Brooks 1985, 1993 ; Chastanet 1983 ; Giri 1994 ; Searing 1993 ; Webb 1995). Elle a servi à montrer que les facteurs naturels sont indissociables de facteurs humains et sociaux. De multiples formes de gestion, d'exploitation, voire de surexploitation des espaces ont prévalu ; on a connu ainsi des solutions allant de formes de survie dans des milieux très menacés à des migrations importantes. Un rappel des étapes de l'histoire de l'environnement au Sahel n'est pas sans intérêt pour manifester comment les sociétés ont géré les contraintes et répondu

lors des crises qui les ont menacées et parfois affectées au point de les faire disparaître. Pour manifester aussi que, depuis de longs siècles, cette gestion et ces réponses interviennent dans le cadre de relations inégalitaires avec les pays du Nord, de la traite des esclaves en passant par la domination coloniale jusqu'au système d'échanges postcolonial.

Les civilisations protohistoriques

L'historien constate des ruptures historiques : la descente des populations à partir du "Sahara néolithique verdoyant" vers le sud, la présence de nombreuses traces d'occupation humaine sur les franges désertiques, en particulier les terroirs gangara en Mauritanie (Daveau & Toupet 1963), la richesse des civilisations du fleuve Sénégal qui ont prospéré dans un environnement diversifié (Chavane 1985 ; Bocoum, S. & R. McIntosh, à paraître), la multiplicité et la variété des sites de la protohistoire sénégalienne qui étaient situés le long de vallées fertiles qu'on suit actuellement avec un réseau hydrographique fossile.

Des mouvements de population notables sont signalés pour cette période, mais on note aussi la disparition mystérieuse des constructeurs des milliers de monuments mégalithiques sénégalais. Ces faits sont évoqués avec insuffisamment de précisions, mais la mémoire collective a surtout eu conscience de la dégradation de l'environnement et des facteurs humains auxquels est attribué un rôle réel : la légende du serpent Bida, expliquant la dispersion des habitants de l'empire ouest-africain du Wagadu, qui connaît de nombreuses variantes locales, traduit cette perception de l'action de l'homme dans les processus environnementaux.

Les conditions écologiques et la traite atlantique : des sociétés face à la violence et à la péjoration climatique

Les conditions écologiques, définies comme les rapports entre les sociétés et leur environnement naturel, se sont modifiées de manière significative dans le contexte de la traite des esclaves et du commerce atlantique. L'exemple de l'espace sénégalais, privilégié en raison de la richesse des sources, illustre ce constat : les débats suscités par la synthèse de Philip Curtin (1975), autour de l'initiative historique et de la maîtrise des sociétés sénégalaises sur leur production et leurs relations commerciales, ont souligné que la dégradation des conditions écologiques est intervenue dans un contexte historique global, où des modifications démographiques, dans la structure et la répartition géographique de la population, ont été liées à des transformations sociales, économiques, politiques et religieuses (Barry 1985 ; Becker 1985, 1986, 1988 ; Brooks 1993 ; Giri 1994 ; Searing 1993 ; Webb 1995). Ainsi, les famines (faits socio-économiques qui ne résultent jamais des

seules "causes" naturelles) ont été, dans certaines zones, la source d'un accroissement de la mortalité que les textes décrivent sans le chiffrer avec précision et qui a été provoqué directement (morts "de faim") ou indirectement (malnutrition engendrant une plus grande fragilité de la population et une moindre résistance aux maladies, voire aux épidémies).

Des stratégies paysannes ont été mises en œuvre face aux stratégies commerciales des commerçants européens et africains lors des crises alimentaires et des crises de production. Comme la survie des sociétés paysannes, étatiques ou acéphales, a toujours signifié la recherche de l'autosuffisance alimentaire des méthodes traditionnelles ont été utilisées il y a deux, trois ou quatre siècles pour y parvenir — rationnement, conservation des surplus durant plusieurs années, distribution dans le cadre des réseaux familiaux ou des groupes villageois et sociaux. Pendant les années de pénuries, beaucoup plus nombreuses au 18^e siècle, les stratégies paysannes ont été confrontées à des stratégies commerciales contradictoires. Les stratégies paysannes se sont modifiées et ont pris des formes diversifiées, bien qu'elles aient tenté de préserver la cohésion des groupes de production. Une étude approfondie sur le commerce des denrées alimentaires traditionnelles, la variation des tarifs, le commerce des produits comme les peaux, le poisson séché, le sel, l'or, l'ivoire, mais aussi des produits majeurs tels que les captifs et la gomme, prouve que les comportements ont changé lors de crises. Les réponses paysannes aux sollicitations du commerce atlantique ont parfois été imposées par le pouvoir politique, et sont restées souvent négatives et soucieuses de préserver les équilibres fragiles de l'auto-subsistance. Parfois aussi ce furent des stratégies du désespoir : migrations massives vers des zones moins touchées, vente à bas prix de "richesses" comme le bétail, voire encore la vente d'enfants et d'adultes comme captifs.

Deux thèmes sont très liés dans l'histoire de l'environnement durant cette période : les crises de subsistance et les crises sanitaires. Leur étude conjointe apporte de nombreuses indications sur les réponses des sociétés, sur la mortalité qui les a affectées mais aussi sur les migrations qui ont souvent fait partie des stratégies paysannes lors des crises alimentaires. Monique Chastanet (1983) décrit, à l'aide des nombreux documents sur les crises de subsistance de la seconde moitié du XIX^e siècle, leur durée et les étapes de la crise écologique, les stratégies locales, mais aussi les conséquences démographiques. Les crises sanitaires ont été plus fréquentes ou se sont aggravées au XIX^e siècle, avec des épisodes épidémiques qui se succèdent parfois très rapidement (Becker 1993). Plusieurs maladies sévissent dès lors à l'état endémique et les sociétés concernées élaborent des stratégies diverses pour faire face à ces crises souvent concomitantes.

Enfin et surtout, le développement de la violence, aussi bien à l'intérieur des États engagés dans le commerce atlantique qu'entre ces États, est un trait dominant qui a laissé des traces très profondes, avec des effets démographiques et des transformations sociales majeures, dont les traces demeurent visibles.

Stratégies de survie et migrations au cours du 20^e siècle

La perte démographique entraînée par la traite atlantique a été lourde et, en grande partie de ce fait, l'Afrique a été considérée comme un continent sous-peuplé lors de la conquête coloniale. Lorsque commence la conquête et la progression européennes vers l'intérieur de l'Afrique, du milieu du XIX^e jusqu'à la première décennie du XX^e siècle, les puissances impériales manifestent la volonté de compter le plus grand nombre de sujets et le maximum de superficies à mettre sous tutelle pour y développer la production et le commerce.

La Première Guerre mondiale a entraîné une réflexion sur l'état de santé des populations et a renforcé cette obsession démographique, qui est bientôt traduite par le slogan "faire du noir". Plusieurs éléments se sont conjugués : d'abord la prise de conscience, lors du recrutement massif des troupes noires, du médiocre état de santé des jeunes recrues, ensuite celle du coût démographique induit par le conflit, et enfin le besoin urgent de main-d'œuvre pour tirer profit des colonies que la propagande du parti colonial appelle à développer pour promouvoir le "réservoir colonial". Ce mouvement d'opinion se prolonge dans un vaste programme de "mise en valeur" de l'empire dont le Gouverneur Albert Sarraut a été un des plus ardents promoteurs. Après la guerre, le problème de la santé indigène est nettement relié à la pénurie de main-d'œuvre et s'exprime en terme de production : "il faut développer les races indigènes en qualité et en quantité". Cependant le développement sanitaire et la croissance démographique, perceptibles à partir des années 1930 en raison de progrès sanitaires, restent assez lents.

Les liens entre l'économie et la démographie ont été étroits en situation coloniale où la mise en valeur signifiait une exploitation des ressources, une production extravertie avec le développement des cultures de rente (Cordell & Gregory 1987), avec l'occupation de terres nouvelles et les migrations. Ces migrations sont économiques, mais sont souvent déterminées par des épisodes de crise de subsistance dans les pays d'origine (Becker, Diouf & Mbodj 1987 ; Chastanet 1983).

C'est la période où la conquête des terres neuves a été à l'origine de conflits entre pasteurs et cultivateurs, nomades et sédentaires. Par ailleurs le constat d'une péjoration climatique — dessèchement

(Hubert 1920) et problème de l'eau — oriente les analyses des agronomes (Mission Portères 1952) qui incriminent les sociétés, voire des groupes sociaux particuliers dans la dégradation des milieux tropicaux.

Les études minutieuses de géographes ou de sociologues évoquent cependant l'histoire des sociétés et les savoirs paysans (Pélessier 1966 ; Thomas 1958/59 ; Dupré 1991) : elles insistent, en creux, sur l'ignorance, de la part des administrateurs coloniaux, des modes locaux de gestion des ressources et de l'environnement, qui s'est traduite par des mesures autoritaires et imposées qui ont été difficiles à mettre en œuvre ou ont fait l'objet d'un refus obstiné des populations : à cet égard, l'exemple de l'échec des sociétés indigènes de prévoyance a été particulièrement significatif.

*Après les Indépendances : des États, des espoirs
de développement, des crises de production, des acteurs sociaux*

L'accession à l'indépendance des États africains a fait naître des espoirs de développement, traduits par des plans de développement. Dans plusieurs pays du Sahel, des projets économiques et sociaux ont été élaborés autour du R.P. Lebet, avec d'une part une croyance en la possibilité d'un développement, ou d'une croissance économique susceptible de satisfaire les besoins des sociétés (sans s'interroger sur la dégradation ou la disparition des ressources), et d'autre part une idéologie de l'animation, de la coopération, de la décentralisation et de la participation (République du Sénégal 1959 ; Lebet 1958). Pour des raisons diverses selon les pays, les événements n'ont pas permis de concrétiser ces dernières idées qui ont vite été mises en veilleuse, et abandonnées durant près de trois décennies.

Pendant ce temps, des dynamiques démographiques et sociales fortes se sont affirmées : elles ont entraîné une extension des zones productrices pour l'exportation, un développement parfois conflictuel de l'exploitation des ressources halieutiques (Cormier-Salem 1992, 1994), un glissement du Bassin arachidier sénégalais vers l'est et le sud, et partout dans le Sahel des mouvements migratoires intenses — internes, régionaux ou internationaux — ainsi qu'une accélération de l'urbanisation. Elles sont à mettre en relation avec une péjoration climatique très nette lors des trois dernières décennies qui s'est traduite par les irrégularités de la production agricole, mais également par de rapides évolutions socio-économiques et par des modifications profondes des conditions sanitaires.

On note aussi l'apparition de réflexions sur le paysage et l'arbre (ORSTOM 1980 ; Richard 1989, 1990 ; Bergeret 1990), les contraintes telles que l'aridité (Le Floch *et al.* 1992) et le risque (Eldin & Mille-

ville 1989), ainsi que sur la participation populaire, les milieux et les défis (Ba *et al.* 1984 ; Bosc *et al.* 1992 ; Yung & Bosc 1992 ; Lavigne & Jacob 1994 ; Diaw *et al.* 1993 ; les travaux nombreux publiés par ENDA, en particulier ceux de Jacques Bugnicourt et de Philippe Engelhard). Cependant la discussion reste dominée par les auteurs anglophones, comme l'attestent les synthèses de Paul Harrison (1991) et de Seidman & Anang (1992) qui utilisent la surabondante production anglophone, avec surtout celle, dominante, provenant des organismes internationaux.

Dans ces débats domine l'idée ou plutôt le constat de l'échec du développement promu par les États en liaison avec les organismes internationaux : on peut rendre justice à René Dumont, qui, avec son livre discuté à l'époque, *L'Afrique Noire est mal partie*, avait émis des réserves sur les voies de développement promues aux indépendances et attiré assez tôt l'attention sur les atteintes à l'environnement. Les idéologies de l'animation rurale et de la participation paysanne qui ont été affichées avec un certain enthousiasme lors des Indépendances n'ont pas résisté au temps. La difficulté d'implication des acteurs due à des facteurs mal explicités, a fait que les efforts ont échoué en pratique. Il a fallu du temps pour voir réapparaître le thème de la participation populaire, avec l'émergence d'acteurs nouveaux, en particulier des organisations non-gouvernementales et la reconnaissance de leurs rôles. Les idées récentes visant à promouvoir la décentralisation (déjà à l'ordre du jour durant les années 60) et à donner poids à la société civile illustrent ces changements, mais leur réussite n'est pas assurée, car ce sont encore souvent des solutions proposées ou imposées par le pouvoir central sans véritable concertation préalable.

Conclusion : des multiples facteurs d'un développement durable

L'histoire a rappelé que la nouveauté des concepts n'est jamais radicale : en l'occurrence, l'histoire trouve quelque chose à dire sur le développement durable et la gestion de l'environnement, et souligne en particulier :

- le rôle fondamental du commerce triangulaire et de la traite des esclaves dans la dégradation de l'environnement au Sahel ;
- le caractère inégalitaire *durable* du type de relation entre le Sud et le Nord qui a été inauguré avec cette traite ;
- le rôle des divers acteurs dans les processus historiques, qu'ils soient membres des sociétés locales ou agents extérieurs : l'émergence de nouveaux acteurs locaux n'est pas un fait radicalement nouveau ;
- le rôle du facteur démographique marqué par la croissance rapide et la mobilité de la population, qui ont induit des changements sociaux et économiques ;

- le rôle du facteur santé, à l'origine du boom démographique, mais qui pourrait bien être mis en cause par de nouveaux problèmes émergents dans le Sahel comme ailleurs en Afrique avec l'apparition d'épidémies nouvelles, comme le sida, et la résurgence de maladies anciennes, liées à l'environnement, qu'on pensait vaincues, par exemple le choléra, la peste ou la bilharziose, ou encore l'apparition de souches résistantes, comme pour la tuberculose et le paludisme ;
- surtout le rôle des facteurs politiques : l'État colonial comme les États postcoloniaux ont affiché partout une volonté de contrôle du développement, qui a été remise en cause avec les revendications pour une reconnaissance des initiatives individuelles, locales, régionales. Mais ces États, confrontés à de fortes contradictions internes, ont également été soumis à des contraintes politiques externes tout aussi fortes, provenant des anciennes puissances coloniales ou des instances internationales qui ont imposé leurs conditionnalités et leur contrôle.

Se sont imposés des termes pas tout à fait nouveaux — de participation, de développement à la base, de communautés locales, de société civile *versus* l'État, dans un contexte où les rapports avec les bailleurs de fonds sont devenus plus difficiles. Mais, une lecture historique peut permettre de souligner l'urgence de prendre en compte tous les facteurs sociaux et politiques pour réussir mieux ce qui a été souhaité et demeure un objectif difficile à atteindre. La référence à un passé mythique ou à des "sociétés traditionnelles" "autogestionnaires" soucieuses de leur environnement, n'est certes pas satisfaisante. Mais — pour prendre les termes de Paul Pélissier (1997 : 675) —, une condition nécessaire est que les responsables de l'aménagement rural comme ceux des organismes internationaux reconnaissent les agriculteurs, les éleveurs, les planteurs du Sahel comme des partenaires à part entière, reconnaissent la valeur et la signification de leur patrimoine technique et culturel. Il est aussi urgent de mieux apprécier les contraintes et les héritages historiques, pour favoriser les initiatives locales, et, plus encore, pour promouvoir un changement réel des relations entre les pays du Nord et ceux du Sud.

Bibliographie

BA A. T., COGELS X. *et al.*

1984 *Le lac de Guiers. Problématique d'environnement et de développement. Actes du Colloque de l'I.S.E. 09-11 mai 1983*, Dakar, Institut des Sciences de l'Environnement : VII-506 p.

BARRAMEDA M. Constancy C.

1995 « Le développement durable : une perspective historique et théorique », *Alternatives Sud*, II, 4 : 27-45.

BARRY Boubacar

1985 *Le royaume du Waalo. Le Sénégal avant la conquête*, Paris, Karthala : 421 p.

1988 *La Sénégambie du XV^e au XIX^e siècle. Traite négrière, Islam et conquête coloniale*, Paris, L'Harmattan : 432 p., cartes, 8 planches illustrat. h.t.

BECKER Charles

1985 « Notes sur les conditions écologiques en Sénégambie aux 17^e et 18^e siècles », *African Economic History*, 14 : 167-216.

1986 « Conditions écologiques, crises de subsistance et histoire de la population à l'époque de la traite des esclaves en Sénégambie (17^e-18^e siècle) », *Revue Canadienne des Études Africaines*, XX, 3 : 357-376.

1988 « Les effets démographiques de la traite des esclaves en Sénégambie. Esquisse d'une histoire des peuplements du XVII^e à la fin du XIX^e siècle », in Serge DAGET (éd), *De la traite à l'esclavage du XVIII^e au XIX^e siècle*, Nantes-Paris, CRHMA - SFHOM : 70-110.

1993 « Réflexions sur l'histoire de l'Afrique et la question de l'environnement » [: 65-96], in Paul NDIAYE & SOW Amadou Abdoul (éds), *Actes du Colloque L'environnement dans l'enseignement des Sciences Humaines et Sociales. Dakar 25-26-27 novembre 1992*, Dakar, Université Cheikh Anta Diop, FLSH - Fondation Ford : 253 p.

BECKER Charles, DIOUF Mamadou & MBODJ Mohamed

1987 « L'évolution démographique régionale du Sénégal et du Bassin arachidier (Sine-Saloum) au vingtième siècle, 1904-1976 » [: 76-94], in Dennis D. CORDELL & Joel W. GREGORY (eds), *African Population and Capitalism. Historical Perspectives*, Boulder/London, Westview Press : 304 p.

BECKER Charles, MBAYE Saliou & THIOUB Ibrahima (éds)

1997 *AOF : réalités et héritages. Sociétés ouest-africaines et ordre colonial, 1895-1960*, Dakar, Direction des Archives du Sénégal, 2 tomes : 1273 p.

BERGERET Anne, avec la collaboration de Jesse C. RIBOT

1990 *L'arbre nouricier en pays sahélien*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme : 237 p.

BOSC P.M., DOLLÉ V., GARIN P., YUNG J.M. (eds)

1992 *Le développement agricole au Sahel*, Montpellier, CIRAD, t.1 *Milieux et défis* : 342 p. ; t.2 *Recherches et techniques* : 366 p. ; t.3 *Terrains et innovations* : 297 p. ; t.5 *Bibliographie* : 345 p. (Collection "Documents Systèmes Agraires").

BROOKS George E.

1985 *Western Africa to c.1860 A.D. : A Provisional Historical Schema based on Climate Periods*, Bloomington, Indiana University : XXV-213 p., avec notes non paginées.

1993 *Landlords and strangers. Ecology, society, and Trade in Western Africa, 1000-1630*, Boulder/San Francisco/Oxford, Westview Press : XVI-360 p.

CHASTANET Monique

1983 "Les crises de subsistances dans les villages soninke du cercle de Bakel, de 1858 à 1945 : Problèmes méthodologiques et perspectives de recherche", *Cahiers d'Études Africaines* 23 : 5-36.

CHAUVEAU Jean-Pierre (éd)

1986 *Milieux, histoire, historiographie*. Numéro spécial, *Cahiers d'Études Africaines*, XXVI (1-2), 101-102 : 7-249.

CHAVANE Bruno Antoine

1985 *Villages de l'ancien Tekrou. Recherches archéologiques dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal*, Paris, Karthala-CRA : 188 p.

COLLECTIF

1976 *La désertification au Sud du Sahara*, Dakar, Nouvelles Éditions Africaines.

COLLECTIF

1980 *Écologie, économie, pouvoir*. Numéro spécial, *Cahiers d'Études Africaines* 23 : 5-183.

COPANS Jean (éd)

1975 *Sécheresse et famines au Sahel*. I. *Écologie, dénutrition, assistance*. II. *Paysans et nomades*, Paris, Maspero.

CORDELL Dennis D. & GREGORY Joel W. (eds)

1987 *African Population and Capitalism: Historical Perspectives*, Boulder, Westview Press : 304 p.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, HEMERY Daniel, PIEL Jean

1988 "Avant-propos? État, sociétés, développement" [: 7-36], in COQUERY-VIDROVITCH Catherine, HEMERY Daniel, PIEL Jean (éds), *Pour une histoire du développement. États, sociétés, développement*, Paris, L'Harmattan : 286 p.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, HEMERY Daniel, PIEL Jean (éds)

1988 *Pour une histoire du développement. États, sociétés, développement*, Paris, L'Harmattan : 286 p.

CORMIER-SALEM Marie-Christine

1992 *Gestion et évolution des espaces aquatiques : la Casamance*, Paris, ORSTOM : 583 p.

CORMIER-SALEM Marie-Christine (éd)

1994 *Dynamique et usage de la mangrove dans les pays des Rivières du Sud (du Sénégal à la Sierra Leone)*, Paris, ORSTOM : 354 p.

CURTIN Paul D.

1975 *Economic Change in Precolonial Africa: Senegambia in the Era of the Slave Trade*, Madison, University of Wisconsin Press : XXIX-363 p.; vol.2, *Supplementary Evidence*: XI-150 p.

DAVEAU Suzanne & TOUPET Charles

1963 « Anciens terroirs Gangara », *Bulletin de l'IFAN, B, 25, 1* : 193-214.

DIA Mamadou

1957 *L'économie africaine. Études et problèmes nouveaux*, Paris, PUF : 120 p.

DIAW A.T., BA A., et al.

1993 *Gestion des ressources côtières et littorales du Sénégal. Actes de l'atelier de Gorée, 27-29 juillet 1992*, Dakar, UICN / ISRA / IFAN : X-485 p.

DUPRÉ Georges (éd)

1991 *Savoirs paysans et développement*, Paris, Karthala / ORSTOM : 528 p.

ELDIN M. & MILLEVILLE Pierre (éds)

1989 *Le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM : 622 p.

GENDARME René & BROT Jean (éds)

1996 "Les voies du développement durable". Numéro spécial, *Mondes en développement*, 24, 94 : 1-92.

GENDREAU Francis, GUBRY Patrick & VÉRON Jacques (éds)

1996 *Populations et environnement dans les pays du Sud*, Paris, Karthala/ CEPED : 312 p.

GILLON Yves

1992 « Empreinte humaine et facteurs du milieu dans l'histoire écologique de l'Afrique tropicale » [: 30-41], in PONTIÉ Guy & GAUD Michel (éds), "L'environnement en Afrique". Numéro spécial, *Afrique contemporaine*, 161. Paris, La Documentation française.

GIRI Jacques

1994 *Histoire économique du Sahel. Des empires à la colonisation*, Paris, Karthala : 259 p.

HARRISON Paul

1991 *Une Afrique verte*, Wageningen/Paris, CTA/Karthala : 448 p.

HUBERT Henry

1920 « Le dessèchement progressif de l'AOF », *Bulletin du Comité des Études Historiques et Scientifiques de l'AOF*, Paris, Larose : 161-218.

JACOB Jean-Pierre & LAVIGNE DELVILLE Philippe (éds)

1994 *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, Marseille/Paris/Genève, APAD/Karthala/TUED : 311 p.

KJEKSHUS Helge

1996 *Ecology Control and Economic Development in East African History, The Case of Tanganyika 1850-1950*, Londres, James Currey: XXXI-222 p. (Second impression with new Introduction & additional Bibliography).

LATOUCHE Serge

1988 « Contribution à l'histoire du concept de développement » [: 41-60], in COQUERY-VIDROVITCH Catherine, HEMERY Daniel, PIEL Jean (éds), *Pour une histoire du développement. États, sociétés, développement*, Paris, L'Harmattan : 286 p.

LEBRET Louis-Joseph (sous la dir. du R.P.)

1958 *Conférence de synthèse pour la définition de la problématique du développement au Sénégal*, Dakar, Présidence du Conseil : 36 p. multigr.

LE FLOCH E., GROUZIS M., CORNET A. & BILLE J.-C. (éds)

1992 *L'aridité. Une contrainte au développement*, Paris, ORSTOM : 597 p.

MILLER Joseph C.

1982 « The Significance of Drought, Disease and Famine in the Agriculturally marginal Zones of West-Central Africa », *Journal of African History*, 23 : 17-61.

MISSION R. PORTÈRES

1952 *Aménagement de l'économie agricole et rurale au Sénégal*, Dakar, Gouvernement général de l'AOF, Territoire du Sénégal, 3 fascicules : 414 p.

NDIAYE Paul

1992 « La politique de l'environnement : analyse d'une gestion » [: 137-176], in Momar Coumba DIOP (éd), *Sénégal. Trajectoires d'un État*, Dakar, CODESRIA : 501 p.

NICHOLSON S. E.

1971 « The Methodology of Historical Climate Reconstruction and its Application to Africa », *Journal of African History*, 20 : 31-49.

1976 *A Climatic Chronology for Africa : Synthesis of Geological, Historical and Meteorological Information and Data*, Madison, University of Wisconsin (Ph. D. Thesis).

ORSTOM

1980 *"L'arbre en Afrique tropicale. La fonction et le signe"*, Paris, ORSTOM. Numéro spécial, *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, 17, 3-4 : 127-321.

PÉLISSIER Paul

1966 *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Saint-Yrieix, Fabrègue : 939 p.

PÉLISSIER Paul

1997 « L'évolution des sociétés paysannes au temps de l'AOF » [: 675-681], in BECKER Charles, MBAYE Saliou & THIOUB Ibrahima (éds), *AOF : réalités et héritages. Sociétés ouest-africaines et ordre colonial, 1895-1960*, Dakar, Direction des Archives du Sénégal, 2 tomes : 1273 p.

PETIT-MAIRE Nicole

1984 « Le Sahara, de la steppe au désert », *La Recherche*, 160 : 1372-1382.

PONTIÉ Guy & GAUD Michel (éds)

1992 "L'environnement en Afrique". Numéro spécial, *Afrique contemporaine*, 161. Paris, La Documentation française.

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL, Présidence du Conseil

1959 *Études sur le milieu rural*, Dakar, Comité d'Études économiques, t.2, fasc.1, *Condition générale actuelle du monde rural* : 226 p., t.2; fasc.2, *Problèmes particuliers du paysannat* : 145 p.

RICHARD Jean-François

1989 *Le paysage. Un nouveau langage pour l'étude des milieux tropicaux*, Paris, ORSTOM : 210 p., fig. et pl. photos h.t.

RICHARD Jean-François (éd)

1990 *La dégradation des paysages en Afrique de l'Ouest*, Dakar, Presses Universitaires de Dakar : 310 p.

RIST Gilbert

1996 *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques : 427 p.

SEARING James F.

1993 *West African slavery and Atlantic commerce. The Senegal river valley, 1700-1860*, Cambridge, Cambridge University Press : XIV-250 p.

SEIDMAN Ann & ANANG Frederick (eds)

1992 *Twenty-First Century Africa: Towards a New Vision of Self-sustainable Development*, Trenton / Atlanta, Africa World Press / ASA Press : XI-330 p.

SORRE M.

1943 *Les fondements biologiques de la géographie humaine. Essai d'une écologie de l'homme*, Paris, A. Colin.

1957 *Rencontres de la géographie et de la sociologie*, Paris, Rivière.

THOMAS Louis-Vincent

1958/59 *Les Diola. Essai d'analyse fonctionnelle sur une population de Basse-Casamance*, Dakar, IFAN, 2 vol., 821 p., 2 cartes, 38 pl. h.t., tome I paru en 1958 et tome II en 1959 (Mémoire IFAN, 55).

TIMBERLAKE Lloyd

1985 *L'Afrique en crise. La banqueroute de l'environnement*, Paris, L'Harmattan et Earthscan : 294 p.

VIDAL DE LA BLACHE Paul

1922 *Principes de géographie humaine*, Paris, A. Colin.

YUNG J.M. & BOSC P.M. (eds), Avant-propos de R. TOURTE

1992 *Le développement agricole au Sahel*, t.4 *Défis, recherches et innovations au Sahel*, Montpellier, CIRAD : 383 p. [Collection "Documents Systèmes Agraires"].

WATTS M. J.

1983a *Silent Violence : Food, Famine and Peasantry in Northern Nigeria*, Berkeley, University of California Press.

1983b « The Political Economy of Climatic Hazards: A Village Perspective on Drought and Peasant Economy in a Semi-Arid Region of West Africa », *Cahiers d'Études Africaines*, 23 : 37-72.

WEBB James L. A. Jr

1995 *Desert Frontier. Ecological and Economic Change along the Western Sahel 1600-1850*, Madison, University of Wisconsin Press : XXVI-227 p.

Becker Charles (1997)

Postface : de l'historicité et de la validité du concept de
"développement durable"

In : Tersiguel P. (dir.), Becker Charles (dir.), Deléage J.P. (préf.)
Développement durable au Sahel

Paris (FRA) ; Dakar : Karthala ; Sociétés, Espaces, Temps, (3),
261-278. (Economie et Développement (FRA); Série Sociétés,
Espaces, Temps ; 3)

ISBN 2-86537-808-X